

PIECE JOINTE N°18 MESURES DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

PIECE JOINTE N°18 MESURES DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	1
---	----------

<u>INTRODUCTION</u>	3
----------------------------	----------

<u>I. PRESENTATION DU DEMANDEUR</u>	4
--	----------

I.1. Description du site	4
---------------------------------	----------

I.1.1. Implantation du site	4
-----------------------------	---

I.1.2. Organisation générale	6
------------------------------	---

I.1.3. Organisation de l'ouvrage	8
----------------------------------	---

I.2. Activités réalisées sur le site	9
---	----------

I.2.1. Volume des activités	9
-----------------------------	---

I.2.2. Horaires de fonctionnement	12
-----------------------------------	----

II.1. Préservation de la qualité de l'environnement	13
--	-----------

II.1.1. Gestion des eaux	13
--------------------------	----

II.1.1.1. Usage et consommation de l'eau	13
--	----

II.1.1.2. Eaux usées	14
----------------------	----

II.1.1.3. Eaux pluviales	16
--------------------------	----

II.1.2. Gestion des produits liquides potentiellement polluants	18
---	----

II.1.3. Gestion des déchets	18
-----------------------------	----

II.1.4. Pollution atmosphérique	19
---------------------------------	----

II.1.5. Bruit	20
---------------	----

II.1.5.1. Sources sonores	20
---------------------------	----

II.1.5.2. Environnement de l'installation	20
---	----

II.2.5.3. Valeurs limites d'émissions sonores	21
---	----

II.1.5.4. Mesures de réduction, suppression et compensation des impacts environnementaux	22
--	----

II.1.6. Milieux naturels faune et flore et zones humides	23
--	----

II.1.6.1. Milieux naturels faune et flore	23
---	----

Annexe 1

II.1.6.2. Zones humides	28
II.1.6.3. Travaux de compensation des impacts sur le milieu naturel	28
II.1.7. Intégration paysagère	30
II.2. Mesures de lutte contre les dangers	32
II.2.1. Moyens de protection contre l'incendie	32
II.2.1.1. Moyens de protection « passifs »	33
II.2.1.2. Moyens de protection « actifs »	34
II.2.2. Moyens de protection contre les autres risques	37

INTRODUCTION

La Communauté de Communes Eguzon Argenton Vallée de la Creuse (CdC) souhaite exploiter une nouvelle déchèterie sur la commune du Pêchereau, ZI de Tranchis.

La présente pièce jointe n°18 porte sur l'organisation et le fonctionnement de cette installation, pour le respect de l'environnement et la lutte contre les dangers.

Elle présente les moyens mis en œuvre par la CdC pour le respect des arrêtés :

- du 26 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables à l'installation classée relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- du 27 mars 2012 applicable à l'installation de collecte de déchets dangereux, rubrique 2710-1, dans le type de la déclaration ;
- du 18/05/2018 applicable à l'installation de broyage de déchets végétaux non dangereux, rubrique 2794-2, dans le type de la déclaration

I. PRESENTATION DU DEMANDEUR

I.1. Description du site

I.1.1. Implantation du site

Le site est implanté comme suit sur les parcelles 308 et 407 de la ZI des Pessanins, 36 200 Le Pêchereau :



Le site d'aménagement est composé d'une friche fauchée annuellement par la collectivité (nord-est de la parcelle), d'une zone de boisement d'une quarantaine d'années (nord-ouest de la parcelle) et d'une zone en friche non entretenue dont la terre arable a été décapée à l'origine de la zone d'activités voisine (sud du terrain).

La construction de la déchèterie induit l'aménagement de la friche fauchée et de la friche décapée, et le défrichement de 5 750 m² du boisement.

Annexe 1

Le site a été l'objet d'études préalables naturaliste et pédologique qui ont révélé des stations existantes de l'orchidée Sérapias langue et de zones réduites, qualifiables d'humides. Leur destruction a été projetée en compensation sur le site, comme présenté ci-dessus. Le chapitre de la compensation est développé au chapitre II.1.6 de la présente pièce jointe n°18 du dossier d'enregistrement de la déchèterie.

Les différentes installations présentes sur la déchèterie sont les suivantes :

- la partie déchèterie de collecte de déchets non dangereux, en bleu ;
- la partie déchèterie de collecte de déchets dangereux, en rouge ;
- la partie plate-forme de broyage de déchets verts, en vert.

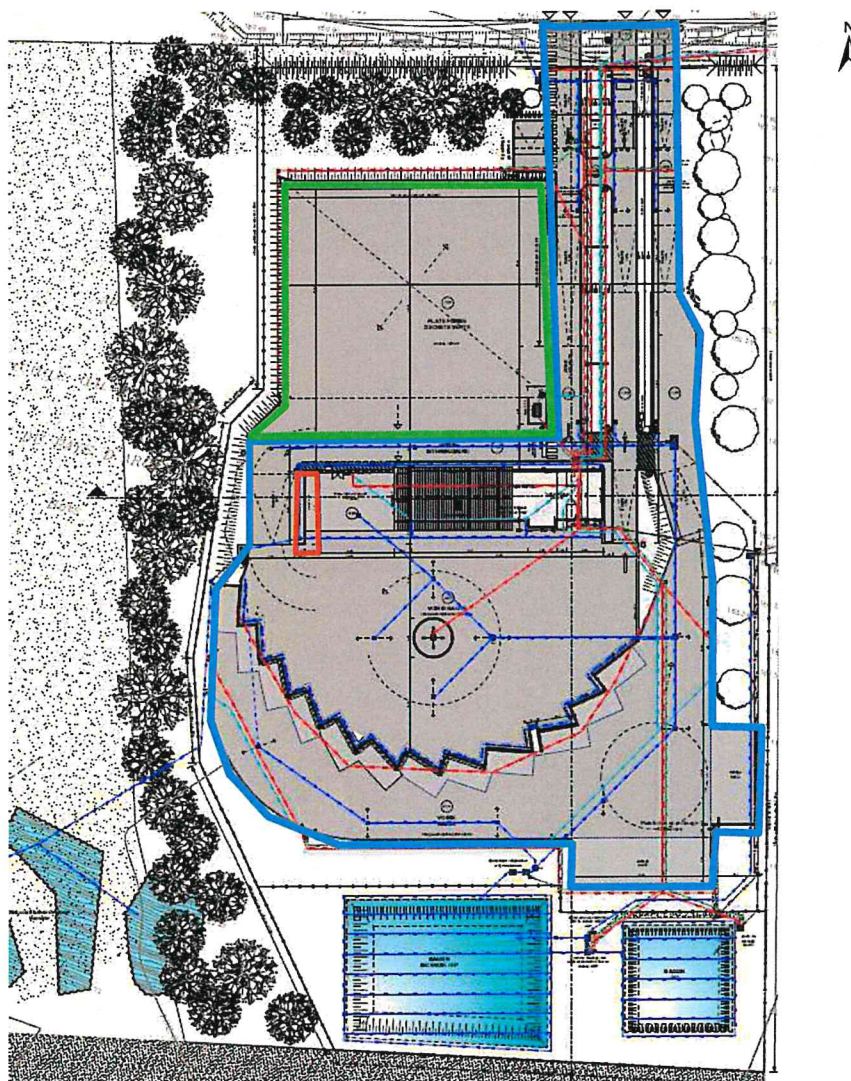


Figure 1 : Plan de masse du site

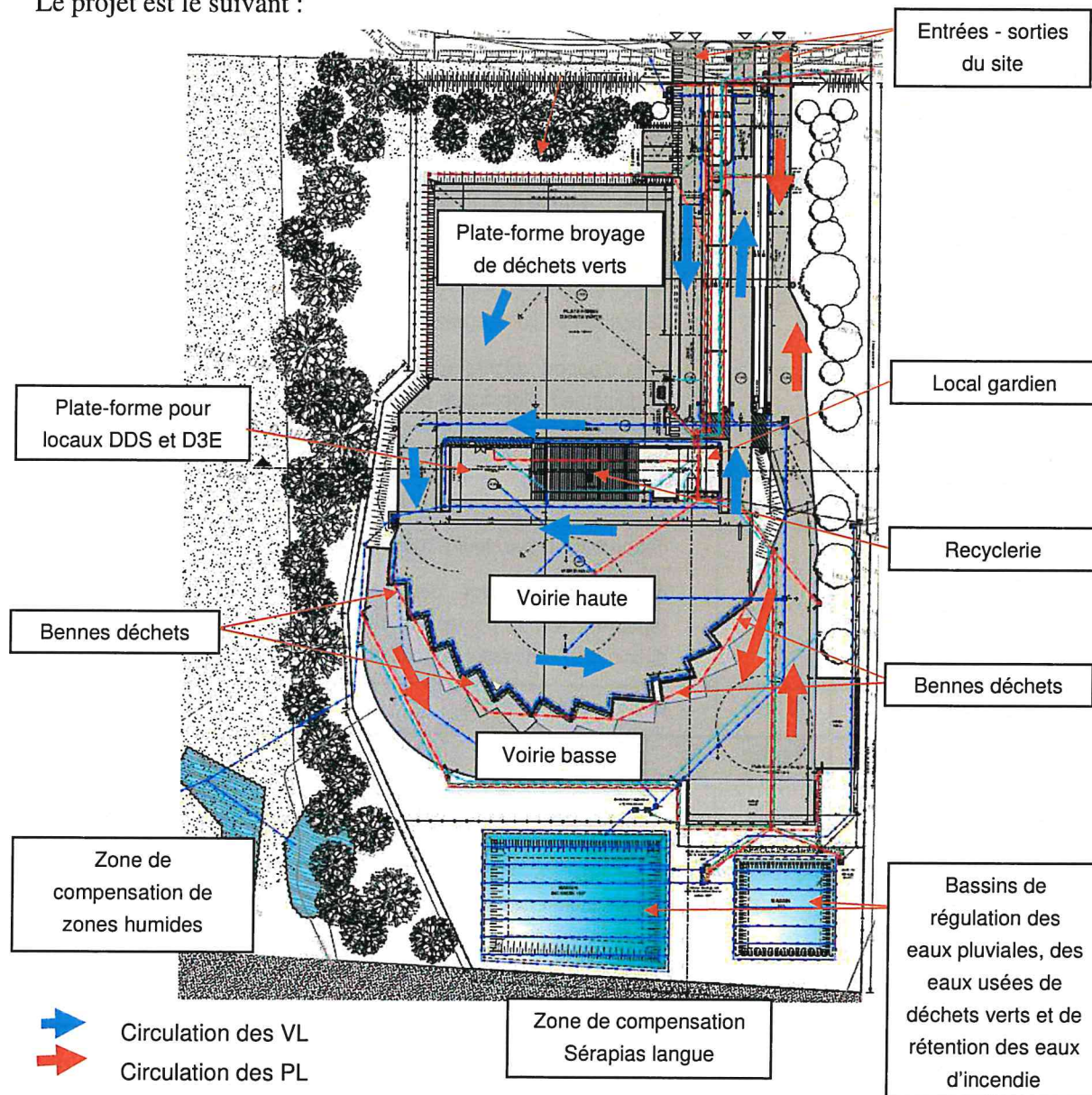
I.1.2. Organisation générale

<p>Organisation générale du site (voir plan au 1/350)</p>	<ul style="list-style-type: none"> - entrée du site en partie nord du site ; - déchèterie de collecte de déchets non dangereux en partie sud ; - zone de collecte des déchets dangereux en partie centrale ; - plate-forme de broyage des déchets verts en partie nord-ouest ; - bassins de gestion des eaux en partie sud.
--	--

Superficie des parcelles	Superficie de la parcelle propriété de la CdC : 37 722 m ²
	Superficie de la déchèterie : 12 001 m ²

Tableau 1 : Organisation générale du site

Le projet est le suivant :

**Figure 2 Plan de masse de l'installation**

I.1.3. Organisation de l'ouvrage

Zones	S (m²)	Affectation / Remarques
Voirie d'entrée et-sortie de véhicules légers et poids lourds	617	- 3 voies d'accès VL et PL avec rampes montantes jusqu'à une altitude intermédiaire un mètre au-dessus du terrain naturel
Plate-forme de broyage de déchets verts	1 537	- Plate-forme accessible aux particuliers pour le dépôt des déchets verts et leur broyage par une entreprise spécialisée.
Voirie intermédiaire VL et PL, voirie haute VL et voirie basse PL	4 598	- voirie intermédiaire desservant les voiries haute et basse de la déchèterie - voirie haute de dépose des déchets - 12 bennes en voirie basse - zone d'apport volontaire des déchets diffus spécifiques et déchets d'équipement électriques et électroniques
Bâtiment	227	- Local gardien, local de remisage de petits matériels et recyclerie
Espaces verts bassins	823	- Espaces verts répartis autour de la déchèterie et des voiries
Bassins de collecte des eaux pluviales et usées de déchets verts	911	- débourbeur-séparateur à hydrocarbures - bassins de stockage des eaux pluviales et usées pour leur régulation via 2 postes de relevage et de rétention des eaux d'extinction d'incendie, en cas d'arrêt des postes de relevage
Autres Espaces verts	3 287	- environnant les utilités
SOUS TOTAL	12 000	m²
Compensation Sérapias langue	4 700	- reconstitution d'une nouvelle station, au sud de la déchèterie
Compensation zone humide	600	- reconstitution des zones humides
Zone boisée existante	19 922	- conservée et classée en zone N avec les zones Sérapias langue et humides
TOTAL	37 222	m²

Tableau 2 : Organisation du site

I.2. Activités réalisées sur le site

I.2.1. Volume des activités

Les différents stockages de déchets sur le site sont décrits dans le tableau ci-dessous, accompagnés des informations sur les filières de traitement :

Type de déchet	Tonnages annuels reçus en 2019 (T)	Tonnages annuels demandés (T)	Volume projeté en enregistrement	conditions de stockage projetées	Filières de traitement et repreneurs
Déchèterie					
Déchets Verts	1184	1 500	Volume projeté : 60 m ³	2 bennes de 30 m ³ le long des épis	Marché de prestation : transport et traitement : SUEZ Organique, compostage
Tout-venant	843	1200	60 m ³ / 15 t / 30 m ²	2 bennes de 30 m ³ le long des épis	Marché de prestation : transport et traitement SUEZ, stockage ISDND
Gravats	896	1 200	30 m ³ / 60 t / 30 m ²	2 bennes de 15 m ³	Marché de prestation: transport. Chatx Recyclage
Ferrailles	122	200	60 m ³ / 10 t / 30 m ²	2 bennes de 30 m ³	Marché de prestation: transport. Chatx Recyclage
Carton	86	100	60 m ³ / 5 t / 30 m ²	2 bennes de 30 m ³	Transport et traitement, SYTOM Châtx
Bois	396	500	60 m ³ / 10 t / 30 m ²	2 bennes de 30 m ³	Marché de prestation: Transport et traitement. Châtx recyclage
Eco Mobilier	287	350	60 m ³ / 5 t / 30 m ²	2 bennes de 30 m ³	Eco-organisme: ECOMOBILIER
Huiles alimentaires	0,6	1	Volume projeté 0,6 m ³	3 fûts de 200 litres	Contrat: Transport et traitement MJR Négoc
Textile	21	30	Volume projeté 3 m ³	1 borne d'apport volontaire de 3 m ³ en voirie haute	Contrat: Le Relais 23: La souterraine
Points d'apport volontaires					
Verre			8 m ³	2 bornes d'apport volontaire de 4 m ³ en voirie haute	Transport et traitement: SYTOM Châtx
Divers			4 m ³	Fûts et bacs	
Volume total de stockage de déchets non dangereux (conditionnant le classement au titre de la rubrique 2710-2 de la nomenclature ICPE)			405,6 m ³		

Annexe 1

Type de déchet	Tonnages annuels reçus en 2019 (T)	Tonnages annuels demandés (T)	Volume projeté en enregistrement	conditions de stockage projetées	Filières de traitement et repreneurs
Déchets diffus spécifiques					
Déchets Diffus Spécifiques (DDS)	32	40	Conteneur Eco-DDS 4 280 l, 1,712 T	Conteneur ECO-DDS 30 m³ : - 4 conteneurs 600L, Pâteux - 2 conteneurs 600L, DDS vidés - 1 fût 200L, Filtres à huile - 1 caisse 60L, Base - 1 caisse 60 L, Autres liquides - 1 caisse 60L, Acides - 1 caisse 60L, Comburent - 3 caissettes 60L, Produits phytosanitaires - 1 caisse 60L, Aérosols	Eco-organisme: ECO-DDS Transport et traitement assuré actuellement PRAXY ENVIRONNEMENT
			Conteneur Hors ECO-DDS : 2 700L, 1,08 T	Conteneur Hors ECO-DDS 30 m³ : -1 conteneur 600L, Liquides -1 conteneur 600L, Pâteux -1 conteneur 900L, DDS souillés -1 fût 200L, Filtres à huiles -2 fûts 200L, Aérosols	Marché de prestation: transport et traitement, CHIMIREC
Batteries		6	600 l / 1,2 T	1 bac 600 litres	Chatx Recyclage
Piles et accumulateurs	1,4	2	400 l / 0,5 T	2 fûts de 200 litres	Contrat: transport et traitement. COREPILE
Lampes	0,9	1,5	2000 l / 0,5 T	1 bac 1 000 litres ampoules et 1 bac 1 000 litres néons	Eco-organisme : ECO SYSTEMES
Huiles minérales	6	7	1500 l / 1,2 T	1 cuve aérienne double paroi (1500 L)	Marché de prestation: transport et traitement CHIMIREC

Type de déchet	Tonnages annuels reçus en 2019 (T)	Tonnages annuels demandés (T)	Volume projeté en enregistrement	conditions de stockage projetées	Filières de traitement et repreneurs
Cartouches d'encre		0,5	240 l / 0,02 T	1 conteneur 240 litres	Contrat, transport et traitement COLLECTOR'S
Fraction DEEE introduite en DDS			0,5 T	En unité de DEEE	Eco-organisme: ECO SYSTEMES
Tonnage total de stockage de déchets dangereux			6,712 T < 7 T		
DEEE					
D3E	80	150	LOCAL D3E 40 m³ maximum / 5 t maximum	1 conteneur fermé, avec rétention sur sol étanche de 30 m²	Eco-organisme : ECO SYSTEMES
Volume total de stockage de DEEE, GEM, PAM			< 40 m³		

Plate-forme déchets verts					
Type de déchet	Tonnages annuels reçus en 2019 (T)	Tonnages annuels demandés (T)	Volume projeté en enregistrement	capacités de broyage par jour	Filières de traitement et repreneurs
Déchets verts	1184	1500	2400 m ³	28T	Marché de prestation: broyage, transport et traitement. INDRE ENVIRONNEMENT

Tableau 3 : Volumes et tonnages des activités

I.2.2. Horaires de fonctionnement

Les horaires de fonctionnement des différentes installations, avec présence de personnel, sont les suivants :

Secteur	Jours et horaires de travail	Nombre de jours/an de fonctionnement du site
Déchèterie	Lundi, Mercredi, Vendredi, Samedi : 08h00/12h00 et 14h00/17h30 Mardi, Jeudi, Dimanche : 08h00/12h00	52 semaines par an, 260 j/an

Tableau 4 : Horaires de fonctionnement

II.1. Préservation de la qualité de l'environnement

II.1.1. Gestion des eaux

II.1.1.1. Usage et consommation de l'eau

L'installation dispose d'une connexion au réseau d'alimentation en eau potable.

Les usages et consommation en eau potable de l'installation sont résumés dans le tableau ci-après :

Usage	Consommation estimée	Commentaires
Domestique (lavabo, WC, douches, salle de pause)	50 m ³	<ul style="list-style-type: none"> - pas de préparation des repas sur site ; - douche possible d'un agent (consommation estimée à 60 L/j, 260 jours/an) ; - usage occasionnel des sanitaires pour le reste du personnel (consommation estimée à 30 L/j, 235 jours/an, pour 2 personnes) ; - arrosage divers : 20 m².
Lavage des quais	110 m ³	Lavage au moyen de lance à eau.
TOTAL	160 m³	

Tableau 5 : Consommation en eau potable du site d'étude

- Mesures d'évitement, réduction, et compensation des impacts environnementaux**

Domaines	Commentaires
Protection de la ressource en eau	un disconnecteur va être mis en œuvre sur l'alimentation en eau potable du site lors des travaux de construction de l'installation.
Suivi de la consommation	Un compteur sera mis en œuvre sur l'alimentation en eau potable du site.

Tableau 6 : Consommation d'eau potable - Mesures d'évitement, réduction, et compensation des impacts environnementaux

II.1.1.2. Eaux usées

- Production d'eaux usées domestiques**

Origine (usages)	Sanitaires (lavabos, toilettes, douches, ...), eaux usées de la salle de pause
Production unitaire	Estimée à 30 m ³ /an
Charge de pollution des EU	0,5 EQH (Equivalents Habitants) <i>Base de calcul : 1 EQH = 54,75 m³/an</i>
Devenir	- Connexion du réseau eaux usées domestiques au réseau urbain d'eaux usées

Tableau 7 : Gestion des EU domestiques

- Production d'eaux usées de procédé**

Nature	Origine	Volume produit estimé (m ³ /an)	Polluants susceptibles d'être présents	Traitement
Eaux pluviales de la plate-forme déchets verts	Lixiviation des eaux pluviales au contact des déchets verts	Fonction de la pluviométrie et du remplissage de la plate-forme, estimé à 800 m ³	- Boues ; - matières organiques ; - matières en suspension.	Rejet dans le réseau urbain d'eaux usées selon les prescriptions de la convention de rejet en annexe 7 de la pièce jointe n°6 du dossier d'enregistrement. Un dégrilleur sera mis en œuvre à l'aval de la plate-forme de broyage de déchets verts.

Tableau 8 : Production d'eaux usées industrielles

• **Mesures d'évitement, réduction, et compensation des impacts environnementaux**

Domaines	Commentaires
Gestion des eaux usées de procédé	<p>Les eaux usées de la plate-forme de déchets verts seront dégrillées préalablement à leur versement dans le bassin de stockage desdites eaux, puis relevées par un poste de relevage vers le réseau d'eaux usées de la collectivité, installé en limite de propriété, comme selon les indications de la convention de rejet en annexe 7 de la pièce jointe n°6.</p> <p>Le volume calculé du bassin pour la régulation des eaux usées de déchets verts vers le réseau urbain a été de 69 m³, couvrant le besoin de stockage d'une pluie décennale sur la plate-forme vide. Le calcul de la rétention des eaux d'extinction d'incendie par la méthode D9A a été de 155 m³, comme présenté en annexe 6 de la pièce jointe n°6. Il a été établi que le bassin des eaux usées de procédé aurait un volume de stockage de 155 m³.</p> <p>Un regard pour le prélèvement des eaux usées afin d'analyses sera installé.</p> <p>Aucune marge de décantation ne sera prescrite pour éviter la formation d'odeurs sur le bassin d'eaux usées de déchets verts.</p> <p>Un arrêt coup de poing du poste de relevage sera installé dans le local gardien pour confiner les éventuelles eaux d'extinction d'incendie.</p>

Tableau 9 : Gestion des EU industrielles - Mesures d'évitement, réduction et compensation des impacts environnementaux

II.1.1.3. Eaux pluviales

• Collecte et traitement des eaux pluviales (EP)

Eaux pluviales (EP) <i>ruisselant sur ...</i>	Mode de collecte et d'élimination	Risque de pollution induite des EP		
		oui	non	Remarques
Déchèterie				
<i>Voiries d'accès et haute et basse de la déchèterie</i>	<ul style="list-style-type: none">- Avaloirs, caniveaux et forme de pente, alimentant des canalisations enterrées constituant le réseau EP du site. Surface collectée : 4 598 m² ;- Pré-traitement au sein d'un débourbeur-séparateur à hydrocarbures d'une capacité de 40l/s, puis rejet dans le bassin de régulation des eaux pluviales ;- poste de relevage des eaux pluviales vers le réseau eaux pluviales de la collectivité sur la base d'un rejet régulé de 7 m³ par heure, établi sur la base de la recommandation du SDAGE Loire Bretagne d'un rejet étalonné à 3l/s/ha..	✓		Risque modéré : EP susceptibles de contenir des polluants (boues, hydrocarbures, ...) laissés sur les voiries de la déchèterie.
<i>voirie d'entrée de la déchèterie</i>	<ul style="list-style-type: none">- Avaloirs, caniveaux et forme de pente, alimentant des canalisations enterrées constituant le réseau EP du site. Surface collectée : 617 m² ;- rejet direct au fossé de voirie, le sens d'écoulement rendant difficile la collecte de ces eaux, assimilées à celles de la route d'accès au site.			Risque modéré : EP susceptibles de contenir des polluants (boues, hydrocarbures, ...) laissés sur les voiries de la voie d'accès au site
<i>... les toitures</i>	<ul style="list-style-type: none">- Chéneaux et descentes de toit reliés au réseau eaux pluviales de toiture du site, se rejetant dans la zone de compensation des zones humides.		✓	Risque nul.
<i>... les espaces non imperméabilisés</i>	<ul style="list-style-type: none">- Absence de collecte : infiltration directe.		✓	Risque nul.

Tableau 10 : Gestion des eaux pluviales

• Mesures d'évitement, réduction, et compensation des impacts environnementaux

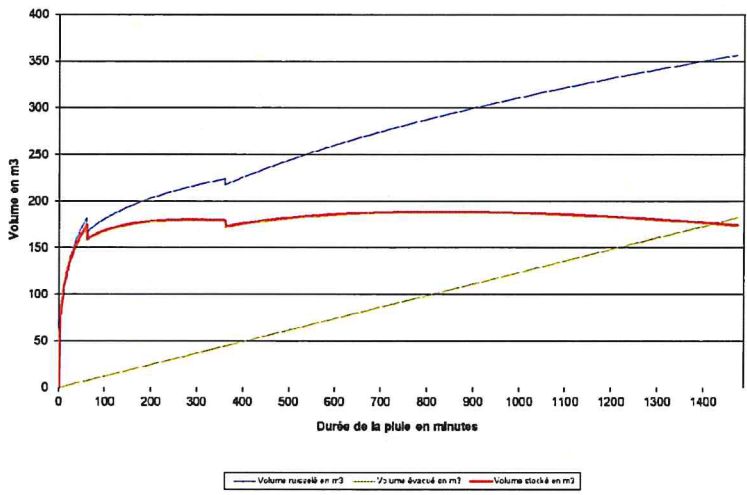
Domaines	Commentaires
Collecte et traitement des eaux pluviales	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en œuvre d'un déboureur séparateur à hydrocarbures de 36 l/s, établi selon la formule de Caquot et défini à 40l/s pour la construction, pour se conformer aux offres des constructeurs ; - Mise en œuvre d'un regard de prélèvement ; - Construction d'un bassin de collecte des eaux pluviales de 200 m³, dont le volume a été calculé pour une pluie décennale, selon les coefficients de Montana de Châteauroux et la formule de l'intensité. Le débit de régulation par poste de relevage a été établi à 2 l/s, 7 m³/h, pour une vidange de l'ouvrage en moins de 48 heures ;  <p>Le bassin a également été dimensionné pour la rétention des eaux d'extinction d'incendie comme exposé au chapitre II.2.2..</p>

Tableau 11 : Gestion des eaux pluviales - mesures d'évitement, réduction, et compensation des impacts environnementaux

II.1.2. Gestion des produits liquides potentiellement polluants

Les produits potentiellement polluants stockés au sein de l'installation sont les suivants ;

Nature	Appellation commerciale	Quantité en L		Lieu et conditions de stockage Mesures d'évitement, réduction, et compensation des impacts environnementaux
		Utilisée/ an	maxi. stockée	
Déchèterie				
Déchets dangereux	Acides, bases, phytosanitaire, diluants et solvants, huiles minérales et alimentaires, autres déchets dangereux	40 T	6,7 T	Stockage au sein de deux locaux DDS, et de conteneurs spécialisés disposant individuellement de rétention couvrant 50% des volumes stockés ou 100% pour les stockages individuels

Tableau 12 : Stockages des produits potentiellement polluants

II.1.3. Gestion des déchets

Les déchets produits au niveau de l'installation sont décrits ci-dessous :

Type de déchet	Origine	Modes de collecte et de stockage	Traitement
Déchets de bureau	Divers	Poubelles dans les locaux ; tris des papiers et emballages puis bennes ou conteneurs adaptés de la déchèterie	Valorisation ou Enfouissement Reprise par le prestataire de la déchèterie
Néons	Eclairage	Collecte séparative	
Déchets de toners d'impression	Fax, imprimante		

Tableau 13 : Déchets générés par l'activité

• Mesures d'évitement, réduction, et compensation des impacts environnementaux

Objet	Mesures de réduction des impacts environnementaux
Déchets de bureau	Chaque contenant spécifique (papier, néons, piles, cartouches d'encre et de toner) fera l'objet d'une signalétique appropriée.
Suivi des déchets	Registre de consignation des BSDD pour les néons, et tenue d'un registre déchets conservé pendant au moins 3 ans, conformément à l'article R 541-43 du code de l'environnement.

Tableau 14: Mesures de réduction des impacts environnementaux relatives à la gestion des déchets

II.1.4. Pollution atmosphérique

Les émissions atmosphériques susceptibles de se produire sur le site sont présentées ci-après

Type de pollution	Commentaires
Emissions canalisées	Sans objet : aucune émission canalisée n'est produite sur le site
Emissions diffuses	<ul style="list-style-type: none"> - Les différents matériels roulants (en particulier les poids lourds assurant les livraisons) engendrent des émissions diffuses de gaz d'échappement (CO, CO₂, NO_x, SO_x) et des poussières (dans le cas des Diesel), concernées par la réglementation des véhicules ; - Des émissions diffuses de polluants peuvent être liées à l'activité de stockage et broyage des déchets verts. Ces émissions seront toutefois dispersées rapidement, l'aire de de stockage étant extérieure. L'éloignement de l'installation de tiers résidant limite des risques de nuisances de l'installation.
Envois de matières	Le risque d'envois de matières est lié à l'activité de transit de déchets non dangereux, et au stockage de déchets en bennes au niveau de la déchèterie.
Odeurs	<p>Le risque de dégagement d'odeurs est lié à l'activité de stockage de déchets verts. Cette installation est suffisamment éloignée des tiers pour que le voisinage ne soit pas impacté.</p> <p>En outre, afin de réduire les nuisances olfactives, une attention particulière sera apportée au stockage des déchets verts en attente de broyage, en particulier lorsque les proportions de tontes sont importantes. Ces déchets sont évacués au maximum tous les deux mois.</p>

Tableau 15 : Identification des risques de pollution atmosphérique

• Mesures d'évitement, réduction, et compensation des impacts environnementaux

Objet	Mesures d'évitement des impacts environnementaux
Prévention des nuisances odorantes	<p>Le nettoyage régulier du site sera effectué, avec la collecte des envois.</p> <p>L'enlèvement régulier des déchets verts contribuera à limiter la dispersion d'odeurs dans l'environnement.</p>

Tableau 16: Mesures de réduction des impacts environnementaux relatives à la gestion des déchets

II.1.5. Bruit

II.1.5.1. Sources sonores

Les sources sonores liées à l'installation sont les suivantes :

- véhicules légers des particuliers fréquentant la déchèterie ;
- poids lourds assurant le transport des déchets gérés sur le site ;
- broyage des déchets verts au cours de journées d'intervention, tous les deux mois.

II.1.5.2. Environnement de l'installation

Zone à émergence réglementée	Oui	Non	Commentaires
Présence de ZER à proximité du site d'étude	✓		Le site situé au sein de la zone de Pessanins est entouré d'entreprises représentant des ZER. Une résidence de particuliers est installée à environ 200 mètres au sud-ouest du site
		✓	Les parcelles agricoles ne constituent pas des ZER.

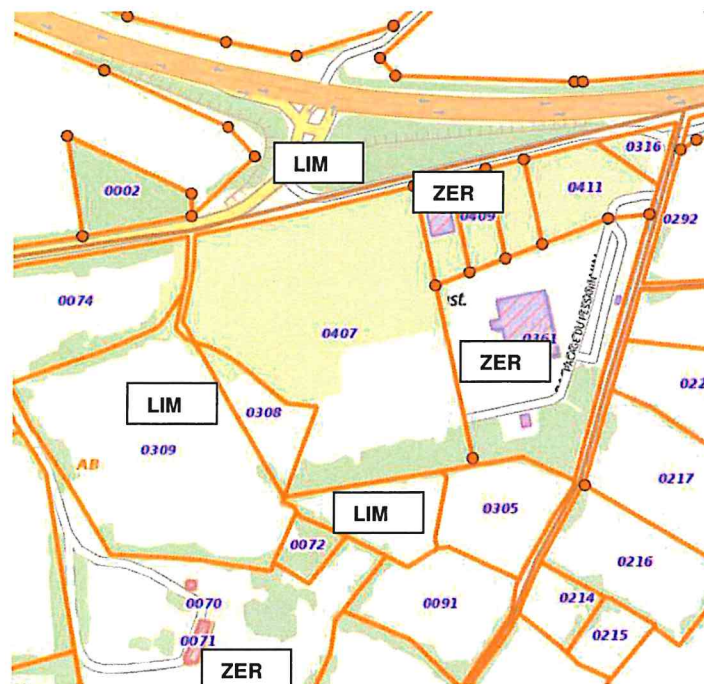
Tableau 17 : Présence de ZER à proximité du site

II.2.5.3. Valeurs limites d'émissions sonores

Situation	Cas	Obligations réglementaires		
Niveaux limites	✓	<ul style="list-style-type: none"> - Niveau limite maximal ne pouvant excéder 70 dB(A) pour la période de jour ; - Niveau limite maximal ne pouvant excéder 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite. 		
Emergence admissible	✓	Les émissions sonores de l'installation ne peuvent générer, dans les zones à émergence réglementée, une émergence supérieure aux valeurs définies ci-après.		
		Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	Emergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés
		supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
		supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)
Tonalité marquée	Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition ne peut excéder 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne.			

Tableau 18 : Réglementation concernant les émissions sonores

Les points de mesurages seront les suivants au sein des zones à émergence réglementée (ZER) et en limite de propriété (LIM) :



II.1.5.4. Mesures de réduction, suppression et compensation des impacts environnementaux

Objet	Commentaires
Mesurages acoustiques	Des mesurages acoustiques de l'installation seront réalisés dans un délai de 6 mois à la suite de l'enregistrement du site.
Limitation de vitesse	Sur le site, la vitesse des différents matériels roulants est limitée à 10 km/h.
Conformité des matériels	Les matériels de manutention et de broyage utilisés sur le site seront conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores (article 4 de l'arrêté du 23 janvier 1997).
Interdiction des avertisseurs sonores	Aucun avertisseur sonore (sirène, haut-parleur ...) gênant pour le voisinage ne sera utilisé. L'utilisation des klaxons est interdite. Les avertisseurs sonores avisant tout recul des matériels seront maintenus : ils constituent en effet un élément de sécurité obligatoire.
Autosurveillance	L'exploitant veillera à faire réaliser une mesure des niveaux de bruit de l'installation tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié, afin de vérifier le respect des émergences maximales admissibles au plus près des ZER voisines.

Tableau 19: Mesures de réduction des impacts environnementaux relatives aux nuisances sonores

II.1.6. Milieux naturels faune et flore et zones humides

II.1.6.1. Milieux naturels faune et flore

Parallèlement à l'étude de l'aménagement, une étude du milieu naturel faune flore a été menée jusqu'en octobre 2017 pour qualifier les enjeux naturalistes de la zone d'étude. Celle-ci a été complétée en juillet 2018 d'un relevé supplémentaire des stations de l'orchidée *Sérapias langue*.

L'étude naturaliste, son complément et la réponse des services de l'Etat sur le scénario retenu par la collectivité sont en pièce jointe n°19.

Les études naturalistes ont conclu :

*Les enjeux floristiques et phytosociologiques se concentrent au niveau de la prairie de fauche dégradée rattachable à l'habitat d'intérêt communautaire UE 6510 (« Pelouses maigres de fauche de basse altitude ») présente en bordure nord-est du périmètre d'étude, qui accueille la principale station de *Sérapias langue*, une orchidée protégée en région Centre.*

Concernant la faune, les enjeux du site sont globalement faibles à modérés, mais des différences existent en fonction des groupes et/ou des compartiments biologiques du site.

Le périmètre d'étude immédiat s'insère dans un environnement assez favorable aux mammifères, même si la RD927 constitue probablement une barrière partielle (un filtre) aux échanges nord-sud. Les connaissances locales sur les mammifères semblent faibles. Peu d'espèces ont été observées, même si la diversité locale est probablement plus importante.

Le site est toutefois de dimensions très modestes à l'échelle des domaines vitaux de la plupart des espèces de mammifères de grande taille ou de taille moyenne, le site ne représentera donc qu'une petite partie des milieux exploités par ces espèces. Les faibles dimensions de la zone étudiée limitent également les chances de contacter ou détecter ces espèces.

Au regard des habitats présents, de sa surface très réduite, du contexte local (axe à grande circulation, zone d'activité proche), aucune espèce patrimoniale à fort statut de conservation n'est à attendre sur le site. Les enjeux mammalogiques du site d'étude sont donc faibles.

Les enjeux chiroptérologiques du site étudié sont également faibles. Il est probable que certaines espèces viennent chasser sur le site, notamment le long des lisières du

bosquets. Toutefois, le site ne présente pas un intérêt particulier et important pour les populations locales de chauves-souris. Concernant les gîtes potentiels, le seul secteur qui pourrait présenter un certain intérêt sont les grands arbres de la haie bordant au nord-ouest le site. Aucun indice de présence de colonie n'y a toutefois été relevé.

Concernant les oiseaux, la diversité spécifique observée lors des inventaires menés en période de reproduction 2017 est moyenne, mais en lien avec la surface réduite du site étudié. 34 espèces ont été contactées, dont une majorité d'espèces liées aux milieux boisés et bocagers. Ces oiseaux nichent essentiellement en dehors du périmètre du projet ou en bordure de celui-ci dans les haies encadrant le site. Le cortège est dominé par les espèces communes, même si certaines présentent aujourd'hui un état de conservation plutôt mauvais (Verdier d'Europe, Tourterelle des bois). Seules quelques espèces ont été contactées dans ses milieux au sein de la zone d'implantation potentielle du projet (Pinson des arbres, Pouillot véloce, Troglodyte mignon, Mésange charbonnière, Grive musicienne, Sittelle torchepot)

3 espèces liées aux formations buissonnantes nichent sur le secteur (Linotte mélodieuse, Fauvette grisette et Tarier pâtre), mais seule la Fauvette grisette a été contactée au sein de la zone du projet, et ce uniquement lors d'un des deux inventaires.

Au regard du cortège observé et des habitats présents, les enjeux ornithologiques du site d'implantation potentielle du projet sont faibles.

Le périmètre d'étude immédiat présente des habitats favorables aux reptiles, en particulier les formations buissonnantes et arbustives colonisant la friche de la partie sud. La prairie de fauche et le bosquet présentent moins d'enjeux pour ce groupe hormis au niveau des zones d'interface (lisières).

2 espèces ont été observées, 2 espèces parmi les plus communes et cosmopolites du département. Il est possible, au vu des habitats présents sur le site et aux alentours, que certaines autres espèces puissent fréquenter le site (Orvet fragile, Couleuvre à collier). Les enjeux herpétologiques sont modérés au niveau de la friche sud et faibles dans le reste des habitats du site.

Les enjeux batrachologiques du site étudié sont, quant à eux, nuls. Aucun milieu aquatique de reproduction n'est présent sur le site.

Les enjeux entomologiques sont en revanche modérés à assez forts sur le site.

Le cortège de papillons est moyennement diversifié, mais la surface du site est réduite. Deux espèces remarquables qui se reproduisent probablement sur la zone dans les milieux herbeux secs sont à signaler : les Mélitees orangée (quasi menacée à l'échelle régionale) et de la lancéole (en danger à l'échelle régionale).

Le cortège orthoptérique observé est composé d'espèces communes et distribuées dans des milieux assez variés. Quelques espèces inféodées aux milieux peu végétalisés et dénudés (cortège original même si les espèces observées sont communes ou assez communes) ont été observées dans la friche (Caloptènes italien et ochracé, Oedipode turquoise).

Aucune des deux espèces de coléoptères (sapro)xylophages d'intérêt communautaire potentielles n'a été observée, les habitats favorables se limitent à la haie qui borde le site sur son flanc nord-ouest.

Pour conclure, les enjeux et sensibilités écologiques du site concernent surtout la prairie de fauche de l'angle nord-est du périmètre, la friche pelousaire sud et la haie arborée de l'angle nord-ouest. La prise en compte de ces enjeux est importante dans le cadre de la définition du projet et de sa localisation au sein du site. Afin de limiter les impacts sur les habitats et les espèces patrimoniaux et remarquables du site, et de rendre compatible le projet de déchetterie avec les enjeux du site, le positionnement du projet au sein du bosquet arbustif apparaît comme le meilleur compromis.

A la suite d'une présentation des résultats de l'étude aux services de l'Etat, il a été décidé de réaliser un relevé supplémentaire des stations de l'orchidée Sérapias langue.

La conclusion de ce complément d'étude est la suivante :

Les compléments d'inventaires réalisés au mois de mai 2018 montrent clairement que localement, le Sérapias langue, espèce protégée sur le plan régional, présente une population particulièrement importante, qui avait été plutôt sous-estimée lors de la campagne d'inventaires initiale (2016-2017), notamment pour sa population présente dans la partie sud du périmètre.

Il apparaît que l'espèce trouve localement des conditions stationnelles parfaitement adaptées à son expression puisqu'elle se retrouve sur l'ensemble des zones ouvertes du périmètre d'étude, et sur une large partie des milieux herbacés alentours.

Compte tenu de la surface nécessaire au projet, l'aménagement d'une déchetterie sur ce périmètre induira nécessairement la destruction d'une partie de cette population de Serapias langue. Cependant, compte tenu des importantes populations présentes sur le périmètre et en dehors, il est probable que cette destruction ne mettra pas en péril la pérennité de l'espèce localement.

Pour s'en assurer, même si la conception d'un projet sur la partie centrale du périmètre serait évidemment la solution la moins impactante pour cette espèce, il convient au minimum d'éviter totalement l'une des deux principales stations et de mettre en place, sur la station évitée, des mesures de gestion favorables à l'espèce : suppression ou limitation du développement des ligneux et broyage annuel tardif. En fonction du

périmètre d'implantation envisagée, d'autres mesures d'accompagnement, comme la gestion de parcelles adjacentes ou la transplantation de la couche superficielle pourront être envisagées.

Une étude du contexte pédologique de la zone projetée d'implantation de la déchèterie a également été menée en 2018. Elle est également présentée en PJ n°19.

Deux scénarios A et B d'implantation de l'ouvrage ont été proposés, comme présentés en PJ n°19.

Le scénario A projette l'implantation de la déchèterie sur la station principale de Sérapias langue. La surface de la station de Sérapias langue aliénée par le projet est de 3 800 m². Il est proposé de la compenser par la reconstitution d'une nouvelle station de 4 700 m², au sud de la déchèterie, comprenant la migration du support de terre végétale et des plants de Sérapias langue, dans le cadre d'une intervention de génie écologique réalisée par une équipe spécialisée. Les zones humides détruites d'une surface estimée de 600 m² seront compensées par une surface égale ou supérieure, également à l'ouest du projet. Une modification du PLUi serait également réalisée pour inscrire le site réaménagé en compensation en espace naturel avec un classement de type N.

Le scénario B évite la destruction de la principale station de Sérapias langue et propose la compensation de seules zones humides. Le défrichement du bois attenant est proposé. La contrainte inscrite au PLUi portant sur la visibilité de 50 mètres de part et d'autre de l'entrée du site pourra être respectée sous réserve que le talus du carrefour ouest entre l'ancien CD 927 et la D927E soit réduit, et qu'une bande boisée nord du site soit défrichée en supplément. Une modification du PLUi serait également à réaliser pour inscrire le site réaménagé en compensation en espace naturel de type N.

Après avis des services de l'Etat et étude des contraintes techniques, routières et économiques des deux scénarios A et B, le maître d'ouvrage a retenu le scénario A, avec la migration de la station de Sérapias langue, la reconstitution des zones humides, le classement du site en zone naturelle N et la délégation des travaux de génie écologique à des entreprises spécialisées d'études et de travaux.

Le projet retenu est alors celui présenté ci-dessous :

Scénario A :



stations principales de Sérapias langue



zones humides



reconstitution de la station principale de Sérapias langue



reconstitution de zone humide

II.1.6.2. Zones humides

Une étude du contexte pédologique a été réalisée. Elle est également présentée en PJ n°19.

Elle conclue qu'une fraction du terrain peut être qualifiée d'humide au sens réglementaire et que des dispositions de compensation pourront être envisagées avec la mise en œuvre de l'ouvrage.

II.1.6.3. Travaux de compensation des impacts sur le milieu naturel

Le déplacement des stations de Sérapias langue en septembre – octobre 2021

La prestation sera réalisée comme suit par une entreprise spécialisée, encadrée par le maître d'œuvre de l'opération ECOSPHERE

Le sol abritant le Sérapias langue sera prélevé soigneusement par déplacement puis repositionné sur la zone réceptacle. Surface concernée : environ 3 890 m².

Pour ce protocole, il sera demandé :

- de préserver au maximum la structure du sol lors du déplacement (pour se faire, un arrosage des zones à déplacer pourra être réalisé la veille du déplacement). Des déplacements tests seront réalisés au préalable ;
- de déplacer le sol abritant les stations sur une profondeur de 20-25 cm ;
- d'avoir une surface de découpe la plus petite possible, avec un maximum de 5 cm de largeur ;
- d'éviter de circuler sur la zone à déplaquer ;
- de repositionner le sol sur un fond de forme de niveau, sans bosses (zone réceptacle aménagées préalablement) ;
- de réaliser un jointolement correct des morceaux déplaqués, en évitant la création de poches d'air.

Les travaux se réaliseront en cinq étapes comme présenté en pièce jointe n° 20 : cahier des charges techniques d'ECOSPHERE pour la mise en place des mesures en faveur de la biodiversité et des zones humides.

Aménagement de la zone humide compensatoire

Il est prévu d'aménager une zone humide d'un seul tenant d'environ 690 m² qui sera localisée à proximité immédiate du projet.

L'objectif sera de créer une dépression sur l'ensemble de la zone humide compensatoire en décaissant le sol sur 30 cm de profondeur. Les 170 m³ de déblais seront modelés pour créer un impluvium sur les bordures sud et est de la zone humide.

Les pentes de la zone humide et des modelés seront en pente douce tandis que le fond sera plat avec quelques petites dépressions de 5 cm de profondeur.

Aucune végétalisation de la zone humide n'est envisagée. Il est privilégié une colonisation naturelle par les populations d'espèces hygrophiles présentes à proximité immédiate (Jonc aggloméré, Jonc acutiflore, saules divers, Renoncule flammette, Pulicaire dysentérique, etc).

L'alimentation en eau de cette zone humide se fera par deux entrées ; les eaux de pluies qui tomberont directement sur la zone humide et l'impluvium mis en place, et les eaux de toiture de la déchetterie qui seront acheminées directement dans la zone humide.

La conception de cette mesure compensatoire est également présentée en PJ n°20.

II.1.7. Intégration paysagère

Le site sera implanté en bordure d’une route communale.

La vue du terrain depuis la voie de circulation la plus proche est présentée ci-après :



Figure 3 : Terrain avant aménagement –Vue du site depuis le nord

La déchèterie pourra être visible depuis la voie de circulation bordant le site.

• Mesures d’évitement, réduction, et compensation des impacts environnementaux

Domaine	Mesures à mettre en œuvre
Intégration dans le paysage	Une haie arbustive sera plantée le long de la façade est de l’installation. Le boisement existant, objet de défrichage pour la construction de la déchèterie, sera conservé en limite nord de l’installation pour masquer l’ouvrage. Un complément de boisement sera planté sur ce même orient entre le boisement existant et l’entrée de la déchèterie. En outre, le merlon projeté en limite nord de propriété limitera la vue sur le site. Quelques arbres de haute tige seront plantés dans les espaces verts, au sud-ouest de la déchèterie, cf plan en Pj n°3.

Tableau 20 : Impact paysager de l’installation - Mesures de réduction, suppression et compensation des impacts environnementaux

La perspective de la vue sur le site est présentée ci-dessous :



Figure 4 : Perspective depuis le nord du site



Figure 5 : Perspective depuis le nord-est du site

II.2. Mesures de lutte contre les dangers

Les différents dangers représentés ou encourus par l'installation sont les suivants :

- un incendie, dû à un court-circuit, une flamme nue, un acte de malveillance ... ;
- une explosion de produits dangereux, à la suite d'un incendie par exemple ;
- la chute de la foudre sur l'installation ;
- un accident de la circulation sur la voie publique ;
- une intrusion en vue d'actes de malveillance.

Un incendie peut concerner les zones de stockage des déchets en bennes, la zone de regroupement des DDS et la plate-forme de broyage des déchets verts.

Une explosion peut concerner le local de stockage des déchets dangereux. Au vu des faibles quantités stockées, un tel évènement ne présenterait aucune conséquence en dehors du site.

Le plan de localisation des risques est joint en annexe 3 de la Pj n°6.

Les paragraphes suivants détaillent les moyens utilisés en prévention ou protection contre les différents risques envisagés.

II.2.1. Moyens de protection contre l'incendie

Les moyens de protection contre l'incendie mis en place sur le site sont présentés ci-après en distinguant ceux qui ont un caractère « passif » (matériaux de construction, distance d'isolement,...) de ceux qui ont un caractère « actif » (extincteurs, ...).

II.2.1.1. Moyens de protection « passifs »

II.2.1.1.1. Caractéristiques de construction du bâtiment DDS

Les caractéristiques de construction du bâtiment DDS sont les suivantes :

Local de stockage de déchets diffus spécifiques		
Murs	Acier isolé CF 2 heures	Les déchets dangereux sont stockés dans un conteneur manufacturé dont les caractéristiques sont présentées en annexe 2 de la Pj n°6. Elles sont conformes aux préconisations de l'arrêté du 27/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n°2710-1 (Installations de collecte de déchets dangereux apportés par leur producteur initial).
Charpente	Acier isolé CF 2 heures	
Couverture	Acier isolé CF 2 heures	
Sol	Caillebotis sur acier	

Tableau 21 : Caractéristiques de construction des conteneurs DDS

Les caractéristiques de construction de la recyclerie sont les suivantes :

Local recyclerie		
Murs	Béton banché	Un ouvrant de désenfumage est installé dans ce local.
Charpente	bois	
Couverture	Bardage acier isolé	
Sol	béton	

Tableau 22 : Caractéristiques de construction de la recyclerie

Les caractéristiques de construction de la plate-forme déchets verts sont les suivantes :

Local recyclerie		
Murs	Béton banché	Une bande défrichée de 10 mètres de large est maintenue à l'ouest de la plate-forme pour isoler celle-ci d'un incendie du bois mitoyen, et inversement.
Sol	bitume	

II.2.1.1.2. Electricité

Les mesures d'ordre général suivantes sont respectées :

Eléments	Commentaires
Conformité des installations	L'ensemble des systèmes électriques du site est établi selon les normes et sont conformes aux règles de sécurité en vigueur.
Disjoncteurs	Toute surchauffe ou tension anormale dans l'alimentation de l'installation entraînera grâce à des disjoncteurs différentiels correctement dimensionnés, la mise hors service de l'appareil ou de la portion de l'installation en cause.

Eléments	Commentaires
Foudre – électricité statique	Les bâtiments, ainsi que les matériels métalliques, sont mis à la terre, suivant les règles de l'art.
Arrêts d'urgence	Un interrupteur général, permettant de couper l'alimentation électrique des installations, est installé.
Vérification	Les installations électriques seront vérifiées annuellement par un organisme de contrôle agréé. Les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Tableau 22 : Conformité des systèmes électriques et prescriptions générales à respecter

II.2.1.2. Moyens de protection « actifs »

II.2.1.2.1. Extincteurs

- Généralités

Les feux sont regroupés en quatre classes, nécessitant des moyens d'extinction spécifiques :

Type d'extincteur	Type de feu			
	A : feu de solides dits feux secs (papiers, plastiques, bois)	B : feu gras, feu d'hydrocarbures solidifiés ou de liquide inflammables (huiles, peintures, fuel...)	C : feu de combustible gazeux (gaz de ville, propane, butane...)	D : feux de métaux (sodium, magnésium, aluminium...)
poudre polyvalente	✓	✓	✓	
dioxyde de carbone		✓	✓	
eau pulvérisée	✓			
agents extincteurs spéciaux*				✓

* agents extincteurs liquides ou à poudres spéciaux (graphite, carbonate de sodium...)

Tableau 23 : Efficacité des types d'extincteurs sur les différents types de feux

- **Moyens d'extinction installés**

Le site dispose d'extincteurs, de natures et capacités différentes, répartis dans les différentes zones, selon la nature du feu à éteindre.

Secteur	Surface (m²)	Classe de feu	Moyen d'extinction			Remarques
			Nombre	Capacité	Type	
Matériel en place						
Local social et de bureaux	27	AB	1	9 kg	Eau pulvérisée + additif	Au sein de locaux industriels, l'équipement réglementaire (APSAD R4) consiste en 9 L d'eau pulvérisée pour 200 m² de plancher de même niveau pour les feux de classe A, et 9 kg de poudre BC pour les feux de type B et C. Les extincteurs au dioxyde de carbone permettent de faire face à un feu d'origine électrique.
		B	2	2 kg	CO2	
Recyclerie	100	ABC	1	9 kg	Poudre polyvalente	
Local Réserve	25	ABC	1	6 kg	Poudre polyvalente	
Armoires DDS et aire extérieure de stockage DSS	12	ABC	2	6 kg	Poudre polyvalente	
Quais	1714	ABC	1	9 kg	Poudre polyvalente	

Tableau 24 : Moyens d'extinction installés dans les bâtiments

Le nombre et la capacité des moyens d'extinctions ont été déterminés en fonction des règles édictées par l'APSAD (règle R4) et le Code du Travail.

Le plan d'implantation des extincteurs sera validé par l'entreprise chargée de leur fourniture et contrôle.

II.3.1.2.2. Moyens extérieurs

- **Intervention des services de secours extérieurs**

Le centre de secours le plus proche est celui d'Argenton-sur-Creuse. Les voies de circulation, permettant d'accéder aux bâtiments et aux installations, seront maintenues libres à la circulation.

- **Poteaux et réserve incendie**

Le besoin en eau minimal défini par la méthode D9 est de 70 m³/h pendant 2 heures.

Un bassin incendie de 120 m³ est en place à 110 mètres de l'entrée du site.

L'installation dispose d'une colonne sèche en entrée de site pour permettre la distribution de l'eau d'extinction d'incendie sur toute l'installation.

L'installation de défense incendie a été jugée suffisante par le SDIS de l'Indre, cf annexe 6 de la PJ n°6.

II.3.1.2.4. Autres moyens

Domaine	Mesures préventives
Entretien des moyens de secours	Les moyens de lutte contre l'incendie et leurs modalités de contrôle seront consignés dans le registre sécurité. Les extincteurs sont facilement repérables (signalisation adéquate sur les murs), accessibles et vérifiés chaque année par un organisme agréé par l'APSAD.
Détection de fumée	Quatre détecteurs de fumée avec alarme seront installés dans le local DDS, la recyclerie, le local maintenance et les bureaux.
Formation du personnel	Afin d'organiser l'intervention en cas d'incendie, le personnel : <ul style="list-style-type: none"> - est formé au maniement des extincteurs ; - est informé sur les procédures d'alerte des secours et d'évacuation, en particulier par un affichage des consignes de sécurité. En cas de départ de feu, la procédure d'intervention suivante sera à suivre : mise en œuvre des moyens internes pour stopper ou ralentir la progression de l'incendie ; en parallèle : appel des services de secours, évacuation du bâtiment et du site, interruption de la circulation de véhicules vers le site.

Tableau 25 : Moyens de protection actifs contre l'incendie

II.2.2. Moyens de protection contre les autres risques

Risques	Mesures d'évitement et de réduction
Déversement de produit	<p>Les dispositions suivantes sont mises en œuvre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - rétention pour l'ensemble des produits liquides dangereux stockés sur le site (évitement), comme vu au chapitre II.1.2. ; - stockage de produit absorbant à utiliser en cas de déversement accidentel (vérification fréquente du stock et de la qualité du produit) : le produit souillé étant géré en tant que Déchet Dangereux (réduction) ; - repérage des différentes canalisations aériennes selon un code couleur, et par apposition d'étiquettes d'identification (évitement).
Accident de la circulation	<p>☞ à l'intérieur du site, le risque est faible :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la vitesse est limitée à 10 km/h sur le site (panneaux de signalisation en place au niveau de l'entrée du site, cf plan en Pj n°3) ; - les distances à parcourir sont limitées et la circulation est réduite. <p>☞ au niveau de l'accès du site, le risque est faible : le site dispose d'une bonne visibilité sur la voie d'accès, conforme au 50 mètres de visibilité du PLUi.</p>
Intrusion	Accès au site interdit à toute personne non habilitée en dehors des heures d'ouverture avec présence de personnel. Une clôture grillagée est mise en œuvre en pourtour du site (évitement).
Eaux d'extinction d'incendie	<p>Les eaux d'extinction d'un éventuel incendie survenant au niveau de la déchèterie seront orientées vers le réseau EP du site, puis dans le bassin de régulation des eaux pluviales. Ce bassin présentera un volume utile de 188 m³. Il a été dimensionné de manière à retenir les eaux pluviales décennales. Il retiendra les eaux d'extinction d'incendie calculées selon la règle D9A, ajoutant 10l/m² de surface imperméabilisée aux moyens d'extinction de deux heures d'intervention, soit 48 m³ au 140 m³ d'eaux d'extinction, et égales à 188 m³.</p> <p>Les eaux d'extinction d'un éventuel incendie survenant au niveau de la plate-forme déchets verts seront orientées vers le réseau EUDV du site, puis dans le bassin de régulation des eaux usées. Ce bassin présentera un volume utile de 155 m³. Il a été dimensionné de manière à retenir les eaux pluviales décennales. Il retiendra les eaux d'extinction d'incendie calculées selon la règle D9A, ajoutant 10l/m² de surface imperméabilisée aux moyens d'extinction de deux heures d'intervention, soit 15 m³ au 140 m³ d'eaux d'extinction, et égales à 155 m³.</p> <p>Afin d'éviter tout impact sur le milieu naturel récepteur, deux arrêts coup de poing devront être actionnés dans le local gardien pour empêcher le relevage des eaux d'extinction d'incendie vers les réseaux eaux pluviales et eaux usées.</p> <p>Nota : une vanne d'arrêt sera également actionnée pour diriger les eaux d'extinction d'incendie de la zone bâtiment vers le bassin d'eaux pluviales, cf PJ n°3.</p> <p>En fonction de leur nature, souillure et toxicité (dépendant des éléments concernés par l'incendie et potentiellement entraînés), ces eaux d'extinction ainsi stockées pourront, après analyse et caractérisation, soit être pompées en vue de leur élimination en centre de traitement agréé, soit être rejetées dans le milieu naturel (évitement).</p>

Risques	Mesures d'évitement et de réduction
Risque de chute	L'accès aux bennes de la déchèterie sera sécurisé par la mise en œuvre de balustrades et garde-corps réglementaires.

Tableau 26 : Mesures de protection contre les autres risques

Consignes d'exploitation	<p>Des consignes seront rédigées et affichées pour la conduite de l'installation. Ces consignes seront étendues à celles existantes comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la vérification des rétentions des stockages de produits potentiellement polluants ; - la vérification et le contrôle du bon fonctionnement des installations de sécurité (extincteurs, ...) ; - la vérification et l'entretien des différents matériels et installations (équipements électriques, postes de relevage ...). <p>En outre, les consignes suivantes seront mises en œuvre et affichées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'interdiction de fumer ; - l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ; - l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque à proximité du stockage ; - l'obligation du « permis d'intervention » ou « permis de feu » ; - les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ; - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, obturation des écoulements d'égouts notamment) ; - les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ; - les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, décrits ci-avant ; - les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; - la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ; - l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.
---------------------------------	---

Tableau 27 : Consignes d'exploitation

